

08/09/2010 12:54:00

Les élus locaux français veulent participer à l'élaboration de la politique européenne de cohésion

PARIS, 8 sept 2010 (AFP) - Les principales associations d'élus locaux français ont manifesté mercredi leur volonté de participer activement à l'élaboration de la politique européenne de cohésion pour 2014-2020.

"Nous défendrons les collectivités territoriales en participant le plus en amont possible à la préparation de cette politique", a annoncé au cours d'une conférence de presse Bruno Bourg-Broc (UMP), président de la Maison européenne des pouvoirs locaux français (MEPLF) et de la Fédération des maires des villes moyennes.

La politique européenne de cohésion est l'instrument de la solidarité de l'Union européenne envers les populations et les territoires les plus fragiles. Pour sa part, le président de l'Assemblée des départements de France (ADF), Claudy Lebreton (PS), s'est dit convaincu que "de plus en plus l'Europe devra trouver un nouvel élan à partir des collectivités territoriales" estimant que "ce qui vaut pour la France vaut pour l'Europe".

Jacques Pélessard (UMP), pour l'Association des Maires de France (AMF), a regretté que la politique de cohésion soit "remise en question par certains qui souhaitent qu'elle ne soit plus appliquée qu'aux plus pauvres".

Cette politique "doit être conduite partout, et toucher tous les acteurs", a-t-il estimé, soulignant qu'en France elle a permis la création de 200.000 emplois entre 2000 et 2006, pour un volume d'aide de 14 milliards d'euros.

Jean-Pierre Balligand (PS), de l'Association des petites villes (APVF), a préconisé que cette politique descende en-dessous des niveaux national et régional, pour qu'il n'y ait pas de captation par l'Etat, et que le maillage territorial soit respecté.

"Il faut que nous soyons acteurs et reconnus en tant que tels par les instances européennes", a demandé Michel Destot (PS), pour l'Association des maires des grandes villes (AMGVF) constatant que "ce n'est pas encore le cas".

La MEPLF représente depuis 2005 les collectivités locales françaises à Bruxelles. L'Association des Régions de France (ARF) est la seule des grandes associations d'élus à ne pas en faire partie.

jlp/swi/jpr